

Mines: Un secteur à repositionner

• Après 5 ans, la stratégie des mines hors phosphates a montré ses limites

• Une nouvelle réforme est en cours

• Octroi de permis miniers, réglementation, ouverture de nouvelles zones... Les chantiers 2019-2021

Rendre le secteur minier plus attractif, tel est le grand défi à relever. Dans un contexte mondial en pleine mutation, le Maroc n'a plus le choix. Après cinq ans de mise en œuvre de la stratégie de développement des phosphates et des mines, le constat est sans faille. L'industrie minière hors phosphates n'arrive pas à décoller. Même la tutelle confirme cet échec. «Malgré les chantiers ouverts en vue de redynamiser ce secteur, les résultats escomptés sont encore en dessous des attentes», tient à préciser Aziz Rabbah, ministre de l'Énergie, des Mines et du Développement durable.

Régime fiscal attractif, zones inexploitées, infrastructures et logistique, cadres législatifs et réglementaires adéquats, expertise dans le secteur, environnement politique stable, géologie favorable... Les multiples atouts dont dispose le Maroc restent insuffisants pour attirer les investisseurs. Une refonte de fond en comble s'impose. Pour rectifier le tir, la tutelle planche actuellement sur un nouveau repositionnement stratégique. «Cette vision claire tiendra compte de la convergence des intérêts des différentes parties prenantes. Elle vise à rendre les mines un secteur modèle à l'horizon 2030 œuvrant pour une croissance durable, territoriale, partagée et inclusive», tient à préciser le ministre.

Comment y arriver? Plusieurs projets seront lancés entre 2019-2021. Ils concernent plusieurs chantiers: législation et réglementation, gestion du patrimoine minier, fiscalité, infrastructure géologique, développement régional, RSE, RH, PME minières ou encore la promotion minière.

L'enjeu est de taille. Les premiers résultats des travaux de cartographie géoscientifique ont démontré l'existence de potentialités énormes surtout au niveau des régions de Drâa-Tafilalet et du Souss-Massa. Des zones qui seront ouvertes aux investisseurs nationaux et étrangers. Les travaux de cartographie géoscientifique se poursuivent pour donner plus de visibilité aux opérateurs publics et privés. A titre d'exemple, ceux qui ont été entrepris, entre 2017 et 2018, ont cou-



L'année 2018 a connu la fermeture de 20.000 puits dangereux de charbon à Jerada. Les 10.000 restants seront fermés également, assure la tutelle. Pour compenser les pertes d'emplois, 20 nouveaux permis ont été attribués aux jeunes de la province rassemblés en coopératives (Ph. Bziouat)

vert une superficie de 74.750 km², avec un investissement de 70.575 millions de DH. D'autres projets sont en cours couvrant les provinces du Sud, le Haut Atlas, la zone Cadetaf et l'Oriental. En 2019, l'Onhym réalisera 45 projets de recherche minière situés dans les zones les plus prometteuses du pays contre 49 en 2018. Les travaux concernent les métaux précieux, les métaux de base et l'uranium, les roches et minéraux industriels, la reconnaissance minière et la géothermie.

La tutelle a du pain sur la planche pour mieux répondre aux défis du sec-

teurs minéraux telles que l'argent, le cuivre, le plomb, le zinc, la barytine, le fluorine, le cobalt, etc. Ce qui a permis le développement de l'activité minière dans toutes les régions du Royaume. Les enjeux de la transformation sont portés par des unités industrielles qui assurent la production de lingots d'argent, d'oxyde de zinc et des cathodes de cobalt.

Afin d'accompagner davantage les opérateurs miniers et d'en attirer de nouveaux, le département de tutelle travaille sur l'adoption de nouvelles procédures liées à l'attribution de permis miniers ou encore

aux événements de Jerada, le ministère a octroyé 20 autorisations exceptionnelles pour l'exploitation du charbon au profit de 20 coopératives de la province. Ceci, en plus de 6 autorisations exceptionnelles pour l'exploitation du plomb et du zinc au profit de 6 coopératives. En revanche, 20.000 puits dangereux ont été fermés et 10.000 autres sont en cours de fermeture. Par ailleurs, le ministère a entrepris une étude d'évaluation de 14 sites miniers situés à Jerada. Il a également établi la carte du potentiel minéral de la province.

Autre chantier: l'élaboration d'un guide des procédures relatives à l'activité minière ainsi que le suivi du projet de dématérialisation des procédures. Le ministère affirme avoir lancé une série de consultations avec différents acteurs et intervenants en vue de développer et simplifier les procédures administratives de l'octroi des titres miniers.

Côté réglementation, un projet de décret pris pour l'application des dispositions de l'article 116 de la loi n° 33-13 vise à organiser et réglementer les activités de l'extraction, de la collecte et de la commercialisation des fossiles, des météorites et des spécimens minéralogiques, tout en s'appropriant les enjeux de la préservation du patrimoine géologique.

Et pour mieux vendre le modèle marocain, les préparatifs sont en cours pour l'organisation de la première édition du congrès international dédié aux mines et intitulé «Marrakech Mining Conferences» initié à Marrakech du 17 au 19 avril prochain.□

Nadia DREFF

(Suite en page 6)

Objectifs à atteindre

LA stratégie de développement du secteur minier hors phosphates a fixé des objectifs ambitieux. Elle vise à porter le chiffre d'affaires à près de 15 milliards de DH, à multiplier par dix les investissements dans la recherche et l'exploration minières pour atteindre 4 milliards de DH et à créer 30.000 emplois directs, soit deux fois le nombre de postes actuels. Pour ce qui est des phosphates, la feuille de route table sur la consolidation du leadership du Maroc sur le marché mondial. Ceci à travers l'amélioration de sa compétitivité en augmentant la capacité de production d'OCF Group, en réduisant les coûts et en réalisant une flexibilité industrielle et commerciale permettant de s'adapter aux fluctuations du marché par l'intégration complète dans la chaîne de valeur. Pour la période 2008-2028, le programme d'investissement prévu dépasse les 200 milliards de DH.□

teur: découvrir de nouveaux gisements, optimiser la valorisation des substances minérales exploitées, assurer son développement durable, accompagner les opérateurs... Le Maroc dispose d'importantes réserves en phosphates et d'une industrie de transformation avancée qui en fait le premier exportateur mondial. Il jouit également d'une structure géologique appropriée qui renferme une variété de

la réattribution des permis révoqués. 2019 sera également marquée par la poursuite de la mise à jour du patrimoine minier. Pour la période 2017-2018, 1.051 permis de recherche ont été institués. 25 licences d'exploitation ont été attribuées en plus d'une autorisation d'exploration au profit de la société Marita Group. Par ailleurs, 620 permis de recherche ont été renouvelés tandis que 64 permis miniers ont été cédés. Suite

Mines: Regain d'intérêt du privé

→→ (Suite de la page 4)

• **Palmeria Développement** investira 1 milliard de DH dans le secteur

• **Managem** augmentera sa production de cuivre

• **Les entreprises étrangères** renforcent leur présence

2018 a connu un certain regain d'intérêt pour le secteur minier. Plusieurs projets ont été annoncés et d'autres le seront prochainement. Parmi les faits marquants, l'entrée en course du groupe Palmeria Développement. Dans le cadre de sa stratégie de diversification, le groupe de Berrada devra investir près de 1 milliard de DH dans plusieurs projets miniers. Sur ce total, l'opérateur devra injecter près de 200 millions de DH dans un site à Drâa-Tafilet et la même enveloppe aux environs d'Oujda. «C'est rassurant de voir que de grands groupes privés nationaux commencent à s'intéresser au secteur minier, un domaine où les investissements sont lourds», se réjouit Aziz Rabah, ministre de l'Énergie et des Mines.

Managem n'est pas en reste. Le groupe investira dans le secteur près d'un milliard de DH. Cette enveloppe sera répartie entre un grand site à Taroudant dédié au cuivre (projet de Tizert) et le renforcement de l'activité de Akka Gold Mining (AGM). A travers ces chantiers, Managem vise à atteindre une production de 250.000 tonnes concentrées de cuivre d'ici 2020.

Autre nouveauté, l'année 2019 connaîtra le lancement de la construction de la mine d'étain Achmmach. Le début de la production est prévu en 2020. Le projet Achmmach est détenu à 100% par Atlas Tin SAS dont les actionnaires sont Kasbah Resources (75%), Toyota Tsusho (20%) et Nittetsu Mining (5%). La hausse de la demande mondiale sur ce minéral est derrière l'accélération de ce processus. La mine, dont les réserves ont été revues à la hausse, devrait produire annuellement près de 4.500 tonnes dont 60% de concentré d'étain avec des taux de récupération globale de 77%. La durée de vie initiale de la mine est de 10 ans. Les réserves sont estimées à 58.000 tonnes d'étain, soit l'équivalent de 1,5% de la production mondiale. La mine d'Achmmach devrait assurer une production à faible coût à partir de site sûr et non conflictuel, ce qui la positionne bien au niveau mondial.



Source: Ministère de l'Énergie et des Mines

Le sol marocain dispose d'une structure géologique variée qui renferme une variété de substances minérales telles que l'argent, le cuivre, le plomb, le zinc, la barytine, le fluorine, le cobalt, etc. La dernière découverte porte sur un grand gisement en iode 131. Désormais, le Maroc n'aura plus à importer ce matériau pour ses besoins industriels

Roches et minéraux industriels

L'EXPLORATION tactique pour les roches et minéraux industriels en 2018 a concerné plusieurs réalisations:

- Cession du projet de magnésite de Bouke-Khemis (Province de Chefchaouen) à la société espagnole Inversiones Monte Olimpo;
- Recherche de la bentonite dans le secteur d'Ouled Mansour et Hajrat Ali dans la province de Nador, dans le cadre de la convention avec Tolsa;
- Compilation des données et études des sondages du gisement de potasse de Khémisset dans le cadre de la convention avec l'OCPC;
- Recherche des sables siliceux dans la région de Toulal dans la province de Meknès;
- Recherche des argiles dans la région de Jbel Kharrou dans la province de Rehama;
- Recherche des dolomies industrielles dans la dorsale calcaire du Rif occidental;
- Recherche des micas et béryls à Taznakht dans la province d'Ouarzazate, des sables siliceux à Ouazzane, des olivines dans le massif ultrabasique de Beni Bouizra et du lithium dans le bassin tertiaire de Missour. □

Le groupe canadien Maya Gold & Silver Inc. vise à se renforcer davantage dans le secteur. Début janvier, la société a entamé la production commerciale au sein de son projet phare de Zgounder. Au cours d'une période de 28 jours, un total de 4.622 tonnes de minerais avec une teneur moyenne en argent de 157g/t a été traité. La récupération globale de

l'argent a atteint 80,3%, ce qui est supérieur aux attentes pour la phase de test.

Maya Gold & Silver mène actuellement des activités d'extraction et de concentration dans sa mine de Zgounder, une participation partagée à 85% -15% entre sa filiale ZMSM et l'Onhyom. Son portefeuille englobe également le gisement polymétallique Boumadine,

situé dans les montagnes de l'Anti-Atlas (Oriental) toujours en partenariat avec l'Onhyom. Le portefeuille de la société comprend également les propriétés Amizmiz et Azegour, toutes deux détenues à 100%, avec des gisements d'or, de tungstène, de molybdène et de cuivre couvrant plus de 100 kilomètres carrés dans un district minier historique.

Outre l'exploration et l'extraction, les investisseurs sont également attirés par le mix énergie/mines. Les entreprises qui développent des cavités de sel veulent convertir les mines abandonnées en sites de stockage d'énergie. Un système qui a déjà fait ses preuves à l'international.

Autre niche à explorer: la valorisation des déchets miniers. Un grand gisement est disponible pour les entreprises qui expriment de plus en plus leur intérêt pour cette filière. Le ministère de tutelle vient de lancer une étude pour mettre en place une filière de recyclage. Plusieurs pistes sont envisageables. Certains déchets peuvent être revalorisés en tant que minerais tandis que d'autres pourront servir dans les chantiers de travaux publics. □

Nadia DREF